Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Haiti-Appelle-au-rejet-du-gouvernement-imposteur-et-Aristide-depose-plainte-a-Paris-pour-enlevement>

-Haïti- Appelle au rejet du gouvernement « imposteur » et Aristide dépose plainte à Paris pour enlèvement

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -
Date de mise en ligne : jeudi 1er avril 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Agence France-Presse

Caracas, Le mercredi 31 mars 2004

Le président vénézuélien Hugo Chavez a appelé mercredi les pays latino-américains à ne pas reconnaître le gouvernement « imposteur » de Haïti, en affirmant qu'il « a été mis en place par les troupes américaines ».

« Nous appelons les gouvernements démocratiques de ce continent pour que, comme la Communauté des Caraïbes (Caricom), ils ne reconnaissent pas le gouvernement imposteur de Haïti », a déclaré M. Chavez lors d'une cérémonie officielle.

Dans le même discours, M. Chavez a dénoncé un complot des États-Unis pour renverser son gouvernement, annonçant que l'ambassadeur vénézuélien auprès de l'Organisation des États américains (OEA) Jorge Valero, va protester officiellement devant cette instance contre un « plan interventionniste du gouvernement de Washington dirigé contre le peuple et la souveraineté du Venezuela ».

À propos de Haïti, le chef d'État vénézuélien a affirmé que l'ex-président Jean Bertrand Aristide « a été séquestré et chassé du pouvoir par les troupes des États-Unis et il faut que nous condamnions cela si nous croyons en la souveraineté et la démocratie ».

M. Chavez a reproché aux organisations humanitaires internationales et à l'Organisation des États Américains (OEA) d'avoir « brillé par leur absence », après le renversement d'Aristide.

Aristide dépose plainte à Paris pour enlèvement

Par l'Agence France-Presse

Paris, Le mercredi 31 mars 2004

Le président haïtien déchu Jean-Bertrand Aristide a déposé plainte contre X avec constitution de partie civile à Paris, notamment pour enlèvement, a-t-on appris mercredi de source judiciaire.

Cette plainte pour « menaces, menaces de mort, enlèvement et séquestration » a été déposée mardi par un avocat français, Me Gilbert Collard. Elle évoque l'ambassadeur de France en Haïti Thierry Burkard, l'ambassadeur des États-Unis James Foley, l'écrivain français Régis Debray et la soeur du ministre français des Affaires étrangères Dominique de Villepin, Véronique Albanel.

Selon Me Collard, qui a rédigé la plainte pour le compte de l'ancien président, ces quatre personnes se seraient rendues coupables d'intimidations à l'encontre de M. Aristide dans le but de le pousser à quitter Haïti.

« Nous avons reçu mandat de M. Aristide et de l'avocat américain qui s'occupe de ses intérêts, Me Ira Kurzban, pour déposer plainte contre toute personne qui se serait rendue responsable de l'enlèvement », a déclaré à l'AFP Me Collard. « A minima, la France, qui a soutenu cet enlèvement, s'en est rendue complice », soutient l'avocat marseillais.

Plusieurs témoignages, des films et des photographies devraient être joints au dossier, a-t-il indiqué. Parallèlement, les avocats américains de M. Aristide conduisent une procédure similaire aux États-Unis, a ajouté Me Collard, sans autre précision.

Pour le ministère français des Affaires étrangères, il y a bien eu une « démission formelle » d'Aristide. Mais pour Me Collard, sa démission, « la nuit, entre les mains de militaires en armes », n'était pas constitutionnelle.

Assemblée générale de la BID : Retour imminent d'Haïti au sein du FMI

Par l'Agence France-Presse

Lima, Le mardi 30 mars 2004

Le retour d'Haïti au sein du Fonds monétaire international (FMI) pour négocier un plan de soutien est imminent, a annoncé mardi à Lima le ministre haïtien de l'Économie et des Finances Henri Bazin, à l'occasion de l'assemblée générale de la Banque interaméricaine de développement (BID).

« Le gouvernement va reprendre très prochainement le dialogue avec le FMI pour étudier les modalités d'un accord qui permette de négocier, dans un délai déterminé, un programme en faveur de la croissance et de la lutte contre la pauvreté », a-t-il indiqué dans son intervention devant les délégués des 46 pays américains, européens, plus le Japon, qui participent à la réunion de la BID.

Cette institution financière est le principal instrument de crédit pour les politiques structurelles en Amérique latine et aux Caraïbes.

Le ministre a aussi exprimé le souhait d'obtenir le soutien d'autres entités multilatérales à son gouvernement.

« Nous espérons que d'autres partenaires se joindront à nos efforts pour réduire le déficit budgétaire et combattre la pauvreté », a-t-il insisté.

Il a aussi indiqué que la BID « était disposée à reprendre ses activités en Haïti dans un délai très proche, à savoir à partir du moment où seront désignés les responsables des projets approuvés l'an dernier ».